

L'oubli des femmes ?

Postface

*Paru dans Frank Ferrand & Jean-Edouard Grésy,
Sept Négociations qui ont fait l'histoire de la France.
Paris, Fil rouge éditions, 2021, p. 273-280.*

Les femmes sont moins nombreuses que les hommes dans ce coup de projecteur sur quelques *grandes négociations qui ont fait l'histoire de la France*. « C'est bien normal, la diplomatie était l'affaire des hommes », se disent déjà certain·es. « Ils ne les ont quand même pas tout à fait oubliées », penseront d'autres, sans pour autant remettre en cause l'explication avancée.

En réalité, tout dépend des sociétés que l'on considère. Les fonctions politiques des pays dominants ayant été monopolisées par les hommes entre l'époque de la Révolution française et la fin du xx^e siècle, la plupart des grandes négociations ont été et sont encore souvent menées par des bataillons d'hommes, et cela nous semble naturel. Mais si l'on déplace un peu le regard vers d'autres pays ou d'autres époques, cette évidence s'amenuise. Ce sont des femmes, par exemple, qui au terme de très longs débats ont conduit en 1948 l'ONU à adopter l'*Universal Declaration of Human Rights* plutôt que l'*Universal Declaration of Man Rights*, à user de formules égalitaires dans plusieurs de ses articles et à y affirmer la nécessité de l'égalité des sexes¹.

Davantage encore, des femmes sont partie prenante de nombreuses négociations dans l'ancienne société, non seulement parce qu'il leur arrivait d'exercer le pouvoir suprême ou la direction de leur clan, mais aussi parce que la politique était alors, pour une bonne part, une affaire de familles. Par leur mariage, elles incarnaient le lien entre la maison qu'elles avaient quittée et celle qu'elles avaient intégrée. Elles seules, bien souvent, savaient à qui s'adresser d'un côté et d'un autre. Et quand la situation se tendait entre leurs proches, elles paraissaient – y compris aux yeux des hommes plus prompts à déclarer la guerre qu'à y mettre un terme – les mieux à même de la « raccommorder », comme on le disait au temps de Catherine de Médicis.

C'est lui qui sera privilégié dans ce court focus, qui devrait permettre non seulement de rencontrer d'autres grandes figures de diplomates, mais de mieux faire comprendre pourquoi cette princesse embrassa si souvent cette fonction, et avec tant de facilité.

La « paix des dames », août 1529

Célébrée sous ce nom dès sa signature, à Cambrai, cette paix mit un terme au conflit qui opposait François I^{er} et Charles Quint depuis des années, à la fois pour le titre d'empereur du Saint-Empire et pour la domination de territoires situés en Italie. Bien que le Français fût rentré d'Espagne, où il avait été prisonnier après la défaite de Pavie, c'est à sa mère Louise de Savoie (1476-1531) et à sa sœur Marguerite, reine de Navarre (1492-1549) qu'il confia la tâche de finaliser ce traité. Rien de plus normal à ses yeux : c'est elles qui l'avaient initié, à l'époque où elles étaient seules au pouvoir en France, pendant la seconde régence de Louise.

¹ Voir le document ONU <https://www.youtube.com/watch?v=Kt7ZKDaaxno>

Marguerite était allée jusqu'à Madrid pour tenter d'accélérer la négociation, et elles avaient réussi à faire libérer le roi sous conditions.

De son côté, le roi d'Espagne délégua ce pouvoir à sa tante, Marguerite d'Autriche (1480-1530), qui était alors gouvernante des Pays-Bas. D'abord parce qu'il avait toute confiance en elle, qui l'avait élevé, ensuite parce qu'elle connaissait personnellement la mère de son adversaire. Enfants, les deux femmes avaient passé quelques années dans le cercle d'Anne de France (1461-1522), véritable « pépinière » de futures dirigeantes que la fille de Louis XI avait formée à Moulins, au temps où elle dirigeait le royaume. Moyen le plus sûr, dans un contexte hautement hostile au pouvoir des femmes, de résister aux innombrables chaussetrappes semées sur leur chemin, en multipliant le nombre de collaboratrices solides et compétentes, si ce n'est toujours fidèles².

Louise avait repris à son compte cette idée, de même que la reine précédente, Anne de Bretagne. Et sa fille Marguerite en fit autant après sa mort, formant nombre de princesses de la génération suivante – dont Catherine de Médicis, arrivée en France en 1533.

L'arrivée au pouvoir de Catherine de Médicis, 1560

Celle qui allait gouverner pendant près de trente ans, avec ou sans ses fils, n'était pas programmée pour gouverner. D'abord mariée à un cadet (le futur Henri II), puis évincée par sa maîtresse (Diane de Poitiers), puis écartée du pouvoir, au temps du règne de son premier fils, par les oncles de sa bru (les Guises), elle faillit l'être à nouveau au moment où François II mourut. La Conjuraison d'Amboise – premier épisode des guerres civiles et religieuses qui allaient ravager la France pendant une quarantaine d'années – venait d'être écrasée dans le sang. Catherine n'avait jamais gouverné, et l'ambition des princes était chauffée à blanc.

Les affaires de religion en moins, Anne de France avait déjà vécu la même situation, et elle en était sortie victorieuse. Sans doute son exemple était-il discuté dans les cercles féminins, comme tant d'autres situations périlleuses traversées par les dirigeantes. Mais c'est surtout la capacité de Catherine à nouer des relations avec ses semblables, quels que soient les camps auxquels chacune était rattachée, qui lui permit de devenir régente, puis de se maintenir au pouvoir tandis que grandissait son deuxième fils, Charles IX. Et c'est l'intelligence et l'habileté dont elle fit preuve dans un pays déchiré qui convaincront Henri III, le troisième, de la garder à ses côtés.

Celle qui parvint à la ramener au centre de l'échiquier en 1560, Jacqueline de Longwy (avant 1520-1561), était la fille d'une demi-sœur bâtarde de François I^{er} et Marguerite de Navarre, dont Louise de Savoie avait assuré la protection, puis que ses enfants avaient mariée au duc Louis III de Montpensier. À l'image de sa « tante », elle était sympathisante de la Réforme et proche des grands qui venaient de choisir son camp. Ayant échoué à les convaincre de ne pas soutenir la conjuration d'Amboise, elle s'activa sans relâche pour faire libérer le prince Louis I^{er} de Condé, puis pour empêcher son frère Antoine, roi de Navarre, qui brigait la régence, de mettre des bâtons dans les roues de Catherine. Jacqueline de Longwy soutint ensuite

². Voir Éliane Viennot, « La fin de la Renaissance, 1475-1615 », dans *Femmes et littérature : une histoire culturelle*, sous la dir. de Martine Reid, Folio, 2020, vol.1, notamment « L'accroissement de la suprématie masculine » (p. 235-242), « Des femmes au pouvoir » (p. 276-198), « Le temps des rois favorables à la puissance des femmes » (p. 298-306).

vivement la candidature de Michel de L'Hospital au poste de chancelier, œuvrant ainsi à la poursuite de l'entente entre catholiques et protestants – malheureusement entravée par l'intransigeance de nombre de chefs des deux bords.

Après la mort de son amie, Catherine continua de s'appuyer sur des femmes situées à la jointure des camps belligérants. La principale est Louise de Clermont-Tallard (1504-1596), que la reine mère appelait « ma commère », et que tous ses enfants aimaient effectivement comme une seconde mère. Remariée au vicomte d'Uzès (que l'influence de Louise fera duc), elle faisait partie de ces catholiques qui voulaient composer avec les protestants. Elle servit donc régulièrement d'intermédiaire entre la Couronne et les chefs huguenots pendant toute la période où Catherine fut au pouvoir.

La fin des guerres de religion, 1588-1594

D'autres femmes peuvent être citées pour le rôle éminent qu'elles jouèrent dans la dernière phase de cette période, où une crise de succession vint s'ajouter aux conflits civils et religieux. En effet, aucun des fils de Catherine n'avait eu de fils légitime, et la France était désormais prétendument dotée d'une disposition empêchant les filles de roi de monter sur le trône³.

Diane de Valois (1538-1619), duchesse d'Angoulême, fille d'Henri II et d'une brève conquête italienne, bénéficiait de la confiance et de ses demi-frères et sœurs comme de celle de Catherine. Mariée en secondes noces à François, duc de Montmorency, qui bien que catholique dirigeait les protestants du Languedoc, elle négocia l'alliance entre son demi-frère Henri III et le futur Henri IV, pour lors roi de Navarre et chef des protestants d'Aquitaine. C'est chez elle qu'ils signèrent leur pacte d'alliance, en 1588, qui aboutit à l'union de leur forces pour combattre les ultras catholiques. Cette maîtresse femme fut remerciée par le nouveau roi de manière tout à fait exceptionnelle : il la nomma gouvernante du Limousin.

Du côté des catholiques, on note les efforts de Chrétienne d'Aguerre (1553-1611), comtesse de Sault, figure éminente de la Ligue en Provence durant plusieurs années, qui négocia la paix entre les principaux opposants au roi de Navarre et les hommes qu'il envoya pour pacifier la région une fois devenu Henri IV : le duc d'Épernon et celui de Lesdiguières. On remarque aussi, à Paris, les efforts parallèles des femmes qui avaient dirigé la Ligue des princes, notamment la duchesse de Nemours et sa fille la duchesse de Montpensier, pour faire rentrer en grâce les hommes de la famille⁴.

De l'art de négocier, décrit par une connaisseuse

Un document exceptionnel éclaire les méthodes apprises par les femmes dans les cercles féminins des dirigeantes afin d'être capables de mener des négociations. C'est le passage des *Mémoires* de Marguerite de Valois (1553-1615), fille cadette de Catherine et première épouse d'Henri IV, où elle raconte le voyage qu'elle fit en Flandre en 1577. Officiellement destiné à soigner une maladie de peau aux eaux de

³. Voir Éliane Viennot, *La France, les femmes et le pouvoir. 1 : l'invention de la loi salique (ve-xvi^e siècle)*, Paris, Perrin, 2006.

⁴. Voir Claudine Allag, *Chrétienne d'Aguerre, comtesse de Sault*, Paris, l'Harmattan 1995 ; « Des "femmes d'État" au xvi^e siècle : les princesses de la Ligue et l'écriture de l'Histoire », in Danielle Haase-Dubosc et Éliane Viennot (dir.), *Femmes et Pouvoirs sous l'Ancien Régime*, Paris, Payot, 1991, p. 77-97 (en ligne).

Spa, il servit en fait à soutenir la candidature de son jeune frère, François duc d'Alençon, le seul qui ne régna pas, au poste de dirigeant des Flandres. Des catholiques et des protestants de cette région tentaient en effet de la libérer de la tutelle espagnole afin de créer un royaume indépendant – projet qui ne devait aboutir que beaucoup plus tard.

Marguerite explique comment elle fit de la première partie de ce voyage une sorte de campagne électorale consistant à rencontrer les principaux dirigeants de la région et à leur vanter les qualités de son frère, surtout sa vaillance militaire et sa tolérance religieuse. Le clou de ce récit est constitué de sa rencontre avec la comtesse de Lalain. Les deux femmes commencent par « tâter le terrain » à travers des propos généraux, puis arrivent aux affaires politiques, avant d'évoquer clairement l'alliance possible entre le prince français et les seigneurs locaux – les discussions avec le comte ne commençant que le lendemain. Une négociation réussie, dont on allait suivre les effets durant quelques années, avant que l'approfondissement de la guerre dans toute la région, puis la mort de François ne mettent fin au projet⁵.

La dernière des Valois avait déjà été, et allait être à nouveau associée à la résolution d'autres antagonismes de ce temps, non seulement comme alliée privilégiée du duc d'Alençon (régulièrement en conflit avec leur ainé Henri III), mais aussi comme catholique mariée à un protestant. Sans doute la chose lui semblait-elle aussi naturelle qu'à sa mère : elle n'en dit rien de particulier dans ses *Mémoires*.

Éliane Viennot
Université Jean Monnet

⁵. Voir Marguerite de Valois, *Mémoires et autres écrits*, éd. critique par Éliane Viennot, Paris, Honoré Champion, 1999, p. 149-153.